La Grande-Bretagne condamnée

Partage international nº 203 – Juillet 2005

Un ex-haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères anglais a accusé son gouvernement de fermer les yeux sur les cas de torture et les morts de civils perpétrés par les Etats-Unis au nom de la « guerre contre le terrorisme », et de porter une partie de la responsabilité pour l'incarcération de citoyens anglais dans la prison de Guantánamo à Cuba. Chris Mullin, député travailliste du Sud Sunderland, lors d'un débat à la Chambre des Communes le 13 mai 2005, s'est dit alarmé que le gouvernement ferme les yeux sur *« l'exécution aveugle de civils qui, selon moi, est une caractéristique de toutes les activités militaires américaines, et en particulier en Irak et en Afghanistan »*, et sur la torture de prisonniers suspectés de terrorisme envoyés à l'étranger par les Etats-Unis en accord avec leur politique de « reddition extraordinaire », *« prisonniers fantômes »* qui ont disparu après leur arrestation par les forces de sécurité dans les pays alliés des Etats-Unis.

Se référant aux *« rapports concernant un goulag secret dans lequel les suspects de terrorisme disparaîtraient »*, C. Mullin a déclaré : *« Ils sont transportés en secret d'un pays à l'autre, et, parfois, leur torture est sous-traitée à d'autres pays. L'Egypte et la Syrie ont été mentionnées. Certains sont totalement innocents, et réapparaissent neuf mois plus tard hébétés et perdus dans le plus parfait mépris des procédures prévues par la loi. »*

C. Mullin a souligné *« l'obligation morale »* de l'Angleterre de retirer les citoyens anglais retenus par les Etats-Unis dans la tristement célèbre prison de Guantánamo, alors qu'ils ne font l'objet d'aucune charge, *« au premier chef parce que nos services de sécurité pourraient être impliqués dans leur emprisonnement là-bas »* – une allusion au cas de Bisher al-Rawi, homme d'affaires irakien basé à Londres, qui a été arrêté et transféré à Guantánamo par des agents de la CIA qui lui ont dit obéir à des ordres anglais. *« Nous sommes tous contre le terrorisme,* a conclu C. Mullin, *mais nous ne sommes pas obligés de fermer les yeux sur les excès de nos alliés. Et si cela implique un certain relâchement de nos liens avec les Etats-Unis, qu'il en soit ainsi. »*

Royaume Uni
Sources : The Guardian, G.-B.
Thématiques : politique
Rubrique : Le respect de la loi